

*Les crédits*

ensemble, ces mesures forment un programme complet et cohérent de protection de l'environnement car elles couvrent la prévention, les sanctions et les solutions, de même que les dimensions nationales et internationales des problèmes. Elles démontrent aussi la méthode dynamique choisie par le Parti libéral pour aborder cette question capitale. Nous nous fondons sur le principe fondamental voulant que la pollution soit le problème de tous. Nous devons tous travailler ensemble pour garantir aux générations futures un environnement sain et sûr.

Quel est au juste le problème? Pourquoi avons-nous une journée de l'opposition sur le projet Rafferty-Alameda puisqu'il existe un texte de loi sur les évaluations environnementales? Pourquoi tenons-nous ce débat? Le gouvernement doit rendre des comptes. Le premier ministre n'a pas réussi à mettre en oeuvre un système strict et viable. Ce système est sérieusement compromis. C'est à cela que se ramène tout le débat.

Les ministres n'ont pas agi en véritables gardiens de l'environnement, mais ont plutôt été dispensateurs d'exceptions. Le projet Rafferty-Alameda est une exception. La baie James est aussi une exception. Aucune évaluation environnementale n'est nécessaire tant que la population n'accule pas les responsables au pied du mur.

Le barrage sur la rivière Oldman est aussi une exception. Aucun plan de protection de l'environnement n'est nécessaire. Il n'est pas nécessaire de tenir compte des plans de protection du lac Barriere. Il est évident que le gouvernement doit changer son attitude face à l'environnement.

Il y a des ministres obsédés par les sondages, mais en dépit des résultats des sondages rendus publics cette semaine, ils ont décidé de ne tenir aucun compte de la volonté de la population qui demande au gouvernement de faire preuve de plus d'intégrité et de respecter la loi qu'il a lui-même fait adopter à la Chambre des communes pour le bien de l'environnement et des Canadiens.

**Le président suppléant (M. DeBlois):** Vous avez maintenant cinq minutes seulement pour les questions et les commentaires.

**M. Peter Milliken (Kingston et les Îles):** Monsieur le Président, ma question est de nature plus générale et s'adresse à la députée de Western Arctic.

Je voudrais la féliciter pour l'excellent discours qu'elle a prononcé sur les questions écologiques. Comme bon

nombre d'entre nous, de ce côté-ci de la Chambre, je ne doute pas qu'elle se préoccupe vraiment de l'environnement. Nous sommes consternés—c'est le moins qu'on puisse dire—par l'inaction du gouvernement.

J'ai en main un document sur l'environnement intitulé *Le Plan vert*, qui est l'oeuvre d'un comité formé à cette fin. Je sais que la députée a vu ce document qui, à ma connaissance, a été distribué à tous les députés. Je sais aussi que le député de Broadview—Greenwood, qui tient à la protection de l'environnement et a organisé la conférence mondiale sur l'environnement à Toronto à l'été 1989, est en faveur de ce document.

Après son examen de ce document et lors des discussions qu'elle a tenues avec des représentants du gouvernement, a-t-elle eu connaissance de la mise en oeuvre de certaines des propositions qui y sont faites? Le gouvernement les a-t-il toutes rejetées?

**Mme Blondin:** Monsieur le Président, je voudrais dire pour commencer que ce Plan vert devrait appartenir au public canadien tout entier; ce n'est pas l'apanage d'un seul ministre, car il vise le bien-être de tous les Canadiens.

Cela dit, ce plan est l'oeuvre de l'ex-ministre de l'Environnement, le député de Lac-Saint-Jean. Aucune des recommandations énoncées dans ce plan n'a été mise en oeuvre. Ce plan doit être rendu public. En fait, il fait actuellement l'objet d'un examen public plus approfondi. C'est aussi un plan qui intrigue beaucoup les habitants de ma circonscription et du Nord en général.

La situation est grave dans les Territoires du Nord-Ouest. En effet, nous sommes victimes d'une contamination par des BPC venant de très loin. La contamination de notre chaîne alimentaire ne faisait pas partie du contrat. Par exemple, une étude a montré que le lait maternel d'une mère inuit était contaminé. C'est très grave.

De plus, nous aimerions que l'on réduise à zéro les émissions toxiques des usines de pâte à papier de l'Alberta, qui contaminent les Territoires du Nord-Ouest. Les mesures directes se font donc encore attendre en ce qui touche le Plan vert.

**M. Jack Shields (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, j'ai juste une petite question à poser à mon amie. À quel moment la députée accepterait-elle qu'un barrage soit construit sur une rivière, quel que soit l'endroit, mais particulièrement dans le cas qui nous occupe?